



RCI BANQUE

COMPTES CONSOLIDES CONDENSES

30 juin 2019

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	3
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	6
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	7
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES.....	8
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS.....	8
2. FAITS MARQUANTS	8
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	9
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	12
5. REFINANCEMENT	14
6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES	14
7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	15

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	06/2019	12/2018
Caisse et Banques centrales	2	2 356	2 040
Instruments dérivés de couverture	3	204	123
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	1 389	902
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	171	166
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	5	1 169	1 033
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	6 et 7	48 242	46 587
Actifs d'impôts courants	8	17	26
Actifs d'impôts différés	8	165	145
Créances fiscales hors impôts courants	8	274	208
Comptes de régularisation et actifs divers	8	1 175	953
Participations dans les entreprises associées et coentreprises		131	115
Opérations de location opérationnelle	6 et 7	1 129	974
Immobilisations corporelles et incorporelles		95	39
Ecarts d'acquisition		82	83
TOTAL ACTIF		56 599	53 394

PASSIF - En millions d'euros	Notes	06/2019	12/2018
Banques centrales	9.1	2 500	2 500
Instruments dérivés de couverture	3	112	82
Dettes envers les établissements de crédit	9.2	2 645	2 431
Dettes envers la clientèle	9.3	17 678	16 781
Dettes représentées par un titre	9.4	24 994	23 509
Passifs d'impôts courants	10	164	124
Passifs d'impôts différés	10	492	472
Dettes fiscales hors impôts courants	10	17	24
Comptes de régularisation et passifs divers	10	1 711	1 543
Provisions	11	156	148
Provisions techniques des contrats d'assurance	11	481	460
Dettes subordonnées	13	13	13
Capitaux propres		5 636	5 307
- Dont capitaux propres part du groupe		5 587	5 262
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Réserves consolidées et autres		4 731	3 923
Gains ou pertes latents		(372)	(333)
Résultat de l'exercice		414	858
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		49	45
TOTAL PASSIF		56 599	53 394

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2019	06/2018	12/2018
Intérêts et produits assimilés	19	1 100	1 055	2 095
Intérêts et charges assimilées	20	(380)	(355)	(702)
Commissions (Produits)	21	301	273	545
Commissions (Charges)	21	(113)	(103)	(213)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(20)		(31)
Produits des autres activités	22	483	477	977
Charges des autres activités	22	(363)	(363)	(741)
PRODUIT NET BANCAIRE		1 008	984	1 930
Charges générales d'exploitation	23	(308)	(292)	(565)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(9)	(4)	(10)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		691	688	1 355
Coût du risque	24	(93)	(80)	(145)
RESULTAT D'EXPLOITATION		598	608	1 210
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises		10	9	15
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				
Résultat sur exposition inflation		(1)		(10)
RESULTAT AVANT IMPOTS		607	617	1 215
Impôts sur les bénéfices	25	(180)	(171)	(333)
RESULTAT NET		427	446	882
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		13	11	24
Dont part du groupe		414	435	858
Résultat net par action (1) et en euros		414,47	435,39	857,80
Résultat net dilué par action et en euros		414,47	435,39	857,80

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2019	06/2018	12/2018
RESULTAT NET	427	446	882
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	(7)	(1)	2
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>(7)</i>	<i>(1)</i>	<i>2</i>
Opérations de couverture de flux de trésorerie	(22)	16	3
Variation de JV des actifs financiers	1	1	
Différences de conversion	(13)	(55)	(65)
<i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>(34)</i>	<i>(38)</i>	<i>(62)</i>
Autres éléments du résultat global	(41)	(39)	(60)
RESULTAT GLOBAL	386	407	822
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	11	18	25
Dont part des actionnaires de la société mère	375	389	797

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Réserves consolidées (3)	Ecart de conversion (3)	Gains ou pertes latents ou différés (4)	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2017	100	714	3 421	(251)	(21)	721	4 684	35	4 719
Affectation du résultat de l'exercice précédent			721			(721)			
Retraitement des capitaux propres d'ouverture			(82)				(82)	(7)	(89)
Capitaux propres au 1 janvier 2018	100	714	4 060	(251)	(21)		4 602	28	4 630
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					10		10	7	17
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(1)		(1)		(1)
Différences de conversion				(55)			(55)		(55)
Résultat de la période avant affectation						435	435	11	446
Résultat global de la période				(55)	9	435	389	18	407
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			2				2	13	15
Distribution de la période								(13)	(13)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								(1)	(1)
Capitaux propres au 30 juin 2018	100	714	4 062	(306)	(12)	435	4 993	45	5 038
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					(11)		(11)	(3)	(14)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					3		3		3
Différences de conversion				(7)			(7)	(3)	(10)
Résultat de la période avant affectation						423	423	13	436
Résultat global de la période				(7)	(8)	423	408	7	415
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			7				7	(2)	5
Distribution de la période			(150)				(150)		(150)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			4				4	(5)	(1)
Capitaux propres au 31 décembre 2018	100	714	3 923	(313)	(20)	858	5 262	45	5 307
Affectation du résultat de l'exercice précédent			858			(858)			
Capitaux propres au 1 janvier 2019	100	714	4 781	(313)	(20)		5 262	45	5 307
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres					(18)		(18)	(3)	(21)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(7)		(7)		(7)
Différences de conversion				(14)			(14)	1	(13)
Résultat de la période avant affectation						414	414	13	427
Résultat global de la période				(14)	(25)	414	375	11	386
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres								1	1
Distribution de la période (5)			(50)				(50)	(11)	(61)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								3	3
Capitaux propres au 30 juin 2019	100	714	4 731	(327)	(45)	414	5 587	49	5 636

- (1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées – 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault s.a.s.
- (2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.
- (3) Le solde des écarts de conversion constaté au 30 juin 2019 concerne principalement l'Argentine, le Brésil, la Corée du sud, le Royaume-Uni, la Russie et la Turquie. Au 31 décembre 2018, il concernait l'Argentine, le Brésil, la Russie, la Turquie, le Royaume-Uni, la Suisse, la Pologne et le Maroc.
- (4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des instruments de dettes pour -26 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour -19 M€ à fin juin 2019.
- (5) Distribution à l'actionnaire Renault du solde du dividende sur les résultats 2018 pour 50 M€ par prélèvement sur les capitaux propres part du groupe.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2019	06/2018	12/2018
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	414	435	858
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	9	4	9
Dotations nettes aux provisions	89	64	158
Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	(10)	(9)	(15)
Produits et charges d'impôts différés	10	19	50
Pertes et gains nets des activités d'investissement	2	1	4
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	13	11	24
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	28	(21)	(12)
Capacité d'autofinancement	555	504	1 076
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	51	(288)	(222)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	193	(219)	(3)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	135	210	337
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	18	44	100
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	117	166	237
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(984)	(1 937)	(2 957)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(1 881)	(3 045)	(3 963)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	897	1 108	1 006
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	681	2 458	2 833
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	(518)	199	228
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	1 366	2 197	2 355
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(167)	62	250
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(6)	27	
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(174)	758	213
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	433	974	1 068
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(1)	(47)	(69)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(8)	(13)	(19)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(9)	(60)	(88)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(61)	1	(150)
- Dividendes versés	(61)	(13)	(163)
- Var. de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle		14	13
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(61)	1	(150)
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	7	(24)	(13)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	370	891	817
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	2 792	1 975	1 975
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	2 018	1 303	1 303
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	774	672	672
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	3 162	2 866	2 792
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	2 329	1 989	2 018
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	1 069	1 069	916
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(236)	(192)	(142)
Variation de la trésorerie nette	370	891	817

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A est situé au 15, rue d'Uzès 75002 Paris.

RCI Banque S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe RCI Banque S.A au 30 juin portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe RCI Banque au 30 juin 2019 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 juillet 2019 qui autorisera leur publication.

Les comptes consolidés du groupe RCI Banque, pour l'année 2018, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 8 février 2019 et approuvés à l'Assemblée Générale du 22 mai 2019. Il a été décidé de verser un acompte sur dividendes à hauteur de 150 M€ à l'actionnaire Renault.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

Evolution du périmètre de consolidation en 2019

- Brexit : La probable sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne n'a pas entraîné de constatation de provisions pour risques et charges dans le groupe RCI banque au 30 juin 2019. Afin d'anticiper les conséquences du Brexit, à compter du 14 mars 2019, la totalité des activités de la RCI Bank UK Branch a été transférée à une nouvelle entité, la RCI Services UK Limited, établissement de Crédit, filiale à 100% de RCI Holding.
- Nouvelle émission de Fonds communs de titrisation :
 - Le FCT Cars Alliance Auto Loans Germany V 2019-1, a émis le 29 mai 2019 des titres senior pour 950 M€ et des titres subordonnés à hauteur de 25,7 M€, respectivement notés AAA(sf) / Aaa(sf) et AA (high)(sf) / Aa2(sf) par DBRS et Moody's.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2019 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2018.

Les états financiers du groupe RCI Banque arrêtés au 31 décembre 2018 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2018 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2018.

A – Evolutions des principes comptables

Le groupe RCI Banque applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019.

Nouveaux textes d'application obligatoire au 1er janvier 2019	
IFRS 16	Contrats de location
IFRIC 23	Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat
Amendement IAS 28	Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises
Amendement IFRS 9	Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative
Amendement IAS 19	Modification, réduction ou liquidation d'un régime
Améliorations annuelles des IFRS – cycle 2015-2017	Diverses dispositions concernant : <ul style="list-style-type: none"> - Amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IFRS 11 « Partenariats » intitulés « Intérêts antérieurement détenus dans des entreprises communes » ; - Amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat » intitulés « Conséquences fiscales des paiements sur instruments financiers classés en capitaux propres » ; - Amendements à IAS 23 « Coûts d'emprunts » intitulés « Coûts d'emprunt éligibles à la capitalisation ».

Les changements liés à l'application des normes IFRS 16 sont présentés ci-après.

Les autres normes et amendements d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 sont sans effet significatif sur les états financiers du groupe.

IFRS 16 « Contrats de location » :

Le 9 novembre 2017, l'Union Européenne a publié au Journal Officiel la norme IFRS 16 « Contrats de location ». Elle est appliquée dans les comptes consolidés du groupe RCI Banque à compter du 1er janvier 2019. Cette norme remplace la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations IFRIC et SIC associées. Elle supprime la distinction précédemment faite entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement côté preneur.

Selon IFRS 16, un preneur comptabilise un actif lié au droit d'utilisation et une dette financière représentative de l'obligation locative. L'actif lié au droit d'utilisation est amorti sur la durée de location et l'obligation locative, évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements locatifs sur la durée de location, est désactualisée au taux implicite du contrat de location s'il peut être facilement déterminé ou au taux d'emprunt marginal sinon.

Les changements résultant de l'adoption d'IFRS 16 ont été appliqués de manière rétrospective simplifiée dans les comptes de 2019. Les comptes consolidés de l'exercice 2018 présentés en période comparative n'ont pas fait l'objet de retraitements au titre de l'application de la norme IFRS 16 et sont donc identiques aux états financiers publiés en 2018 selon les principes comptables en vigueur au titre de la norme IAS 17.

Le groupe RCI Banque n'applique IFRS 16 que sur ses contrats de location significatifs, à savoir les contrats de locations immobilières. Il a donc retenu d'appliquer les exemptions et les mesures de simplification suivantes pour la transition :

- Exclusion des contrats de location de courte durée (durée initiale inférieure ou égale à 12 mois) et ceux portant sur des actifs de faible valeur ;
- exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif représentant les droits d'utilisation lors de la transition ;
- exclusion des contrats de location mobilière car non significatifs.

La durée du contrat de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer.

Au bilan au 1er janvier 2019, les passifs financiers liés aux contrats de location correspondent à la valeur actualisée des paiements de loyers restant à décaisser, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal au 31 décembre 2018 défini en fonction de la durée restante du contrat. Par simplification, le taux d'emprunt marginal, calculé par zone monétaire, correspond au taux sans risque en vigueur dans la zone, augmenté de la prime de risque du groupe applicable pour la devise locale. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué aux passifs de location au 1er janvier 2019 était de 2,35%.

Les actifs liés au droit d'utilisation ont été évalués au 1er janvier 2019 à un montant égal à la valeur des dettes locatives à cette date ajustée des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière relativement à ces contrats au 31 décembre 2018.

L'explication de l'écart, en KEUR, entre la dette locative comptabilisée à la date de la première application, et les engagements de loyers de location simple présentés en annexes au 31 décembre 2018 conformément à IAS 17, est la suivante :

En KEUR	01/2019
Engagements hors bilan des locations simples au 31 décembre 2018	53 223
Exclusion car faible valeur (hors scope IFRS16 et à durée = < 12 mois)	-3 620
Effet d'actualisation des contrats de location	-5 680
Effets liés à des décalages de la date de prise d'effet	4 813
Autres effets (1)	6 544
Dette locative au 1^{er} janvier 2019	55 279

- (1) Ce montant correspond à une ré-estimation de la période non résiliable sur contrat immobilier au Royaume-Uni, passant de 10 ans à 14 ans.

Les contrats activés sous IFRS 16 sont les contrats immobiliers comme précisé plus haut. Toutes ces opérations sont réalisées dans le cadre courant de nos activités.

Les impacts de la première application d'IFRS 16 sur les postes de la situation financière consolidée au 1^{er} janvier 2019 se résument ainsi :

En KEUR	01/2019
Droit d'utilisation des actifs loués (immobilisation)	55 944
Charges constatées d'avance (payées d'avance sur la dette locative)	665
Coût amorti : Autres dettes sur actifs loués (note 10)	55 279

Voici le tableau de variation entre l'ouverture et au 30 juin 2019 :

En KEUR	01/2019	Augment.	Diminut.	Autres	06/2019
Droit d'utilisation des actifs loués	55 944				51 803
Valeur brute	55 944			-327	55 617
Amortissement du droit d'utilisation		-3 814			-3 814
Coût amorti : Autres dettes sur actifs loués	55 279	491	-2 212	-308	53 250

Au 30 juin 2019, les charges relatives aux contrats de location comptabilisés selon IFRS 16 au premier semestre 2019 se détaillent comme suit:

En KEUR	06/2019
Charge d'intérêts sur les dettes locatives	-491
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation	-3 814

IFRS 17 «contrats d'assurance» :

Nouvelles normes IFRS non adoptées par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
IFRS 17	Contrats d'assurance	1 ^{er} janvier 2022

La norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance a été publiée le 18 mai 2017 par l'IASB. Sous réserve d'adoption par l'Union Européenne, elle entrera en vigueur en 2021, en lieu et place de l'actuelle norme IFRS 4. Le groupe n'envisage pas, à ce stade, d'appliquer cette norme par anticipation.

B. Estimations et jugements

Les principales zones de jugements et d'estimations pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2019 sont identiques à celles détaillées dans la note 3-D de l'annexe aux comptes annuels 2018.

C. Changements de présentation

Sur 2019, il n'y a pas à noter de changement de présentation par rapport à l'année précédente.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base historique d'investisseurs obligataires en euros, de nouvelles zones de distribution ont été exploitées avec succès.

L'extension à huit ans des maturités maximales émises en Euro a permis de toucher de nouveaux investisseurs à la recherche de durée. Par ailleurs le groupe se refinance sur les marchés de capitaux dans des devises multiples (GBP, CHF, BRL, ARS, KRW, MAD, COP, etc.), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 et désormais déployée dans cinq pays, vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque prend en compte les recommandations de l'EBA et de la BCE relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des Risques du Conseil d'Administration.
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité Financier.
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du Groupe est principalement assuré par la Trésorerie Groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité Financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress** : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers.
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque au titre de l'activité de crédit

Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis de maintenir la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restent incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress tests mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement en évolution permanente, RCI Banque a pour objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne

reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme ou d'achat de fonds monétaires, et de la constitution d'un portefeuille d'obligation émises par des entreprises dont la durée moyenne était inférieure à deux ans au 30/06/2019.

Ces investissements sont réalisés auprès d'établissements bancaires de premier ordre, de fonds monétaires ou d'obligations d'entreprises de bonne qualité préalablement autorisés par le Comité Financier. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), RCI Banque investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états, ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an au 30/06/2019.

En outre, RCI Banque a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent donner lieu à du risque de contrepartie. Néanmoins, le groupe est soumis à la réglementation EMIR et, en conséquence, en Europe, les dérivés font l'objet de technique de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral soit en bilatéral soit vis-à-vis d'une chambre de compensation.

Environnement macroéconomique

Au cours du premier semestre 2019, la Banque centrale Européenne a annoncé plusieurs mesures destinées à maintenir des conditions de crédit favorables dans un contexte d'incertitude sur la croissance mondiale.

La BCE a déclaré que ses taux d'intérêt resteront inchangés au moins jusqu'au 1er semestre 2020, soit un an de plus qu'initialement annoncé en 2018. La banque centrale va maintenir son programme d'achats d'actifs à niveau constant et continuera de réinvestir le produit des titres arrivant à échéance. Par ailleurs, elle a annoncé le lancement d'un nouveau dispositif de refinancement à long terme TLTRO III¹ incitant les banques à augmenter leurs encours de crédit.

La Réserve Fédérale américaine a laissé ses taux directeurs inchangés sur la période avec des Fed Funds à 2,25 – 2,50 %. Prenant acte du ralentissement économique mondial, la FED a suspendu son cycle de hausse des taux et adopté un discours plus accommodant. Avec les incertitudes liées au Brexit, la Banque d'Angleterre a revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2019. Le taux de base britannique est resté inchangé sur la période à 0,75 %.

Les taux en Euro ont connu une baisse continue depuis le début de l'année. A fin juin 2019, le swap cinq ans fixait à – 0,23 % en baisse de 43 bp, soit son niveau le plus enregistré à ce jour. L'emprunt d'Etat allemand dix ans est passé en territoire négatif à – 0,33 %, son plus bas historique.

Le changement de ton des banques centrales sur les politiques monétaires a modifié la perception du risque des investisseurs et soutenu la hausse des marchés actions² et le resserrement des spreads obligataires³. Au cours du mois de mai, les tensions commerciales ponctuelles entre les Etats-Unis et la Chine ont conduit à une hausse de la volatilité sur les marchés.

¹ Targeted Longer-Term Refinancing Operations : 7 opérations trimestrielles d'une durée de 2 ans.

² Euro Stoxx 50 +15%

³ Iboxx Eur Non Financials -28bp

5. REFINANCEMENT

RCI Banque a émis l'équivalent de 2,3 Md€ sous format obligataire public. Le groupe a lancé successivement une émission à taux fixe de 750 M€ sur cinq ans et demi et une émission double tranche pour 1,4 Md€ (quatre ans taux fixe 750 M€, sept ans taux fixe 650 M€). En parallèle, l'entreprise a émis 170 MCHF à taux fixe sur cinq ans, cette opération permettant à la fois de diversifier la base d'investisseurs et de financer les actifs libellés dans cette devise.

Sur le segment du refinancement sécurisé, RCI Banque a placé une titrisation publique adossée à des prêts automobiles en Allemagne pour 975,7 M€ répartis entre 950 M€ d'actifs senior et de 25,7 M€ de titres subordonnés.

Cette alternance de maturités, de types de coupons et de formats d'émission, s'inscrit dans la stratégie de diversification des sources de financement poursuivie depuis plusieurs années par le groupe et permet de toucher le plus grand nombre d'investisseurs.

En complément, les entités du groupe au Brésil, en Corée du Sud, au Maroc, en Argentine et en Colombie ont également réalisé des émissions de dette sur leurs marchés domestiques.

L'activité Epargne, déjà présente en France, en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni, a été étendue au Brésil à compter du mois de mars. Au Royaume Uni, anticipant la sortie du pays de l'Union Européenne, RCI Banque a obtenu une licence bancaire locale et transféré les dépôts collectés par sa succursale à cette nouvelle entité.

Les dépôts de la clientèle particulière progressent ainsi de 0,8 Md€ depuis décembre 2018 et atteignent 16,7 Md€ au 30 juin 2019, représentant 34 % des actifs nets à fin juin, ce qui correspond à l'objectif de l'entreprise de disposer de dépôts clientèle représentant environ un tiers des financements accordés à ses clients.

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 2,8 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, 3,0 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) ainsi qu'un montant d'actifs financiers de 0,3 Md€, permettent à RCI Banque d'assurer le maintien des financements accordés à ses clients pendant environ 12 mois sans accès à la liquidité extérieure.

6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013, le groupe RCI Banque est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 30 juin 2019, les ratios calculés ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2019
Encours productif moyen	35 441	10 315		45 756
Produit net bancaire	809	130	69	1 008
Résultat brut d'exploitation	586	101	4	691
Résultat d'exploitation	508	95	(5)	598
Résultat avant impôts	518	95	(6)	607

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2018
Encours productif moyen	33 123	10 419		43 542
Produit net bancaire	1 511	237	182	1 930
Résultat brut d'exploitation	1 094	178	83	1 355
Résultat d'exploitation	916	213	81	1 210
Résultat avant impôts	922	213	80	1 215

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2018
Encours productif moyen	32 222	10 641		42 863
Produit net bancaire	750	129	105	984
Résultat brut d'exploitation	551	104	33	688
Résultat d'exploitation	465	113	30	608
Résultat avant impôts	474	113	30	617

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe RCI Banque provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe RCI Banque tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Note 2 : Caisse et Banques centrales

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Caisse et Banques centrales	2 329	2 018
Caisse et Banques centrales	2 329	2 018
Créances à terme sur Banques centrales	27	22
Créances rattachées	27	22
Total des Caisse et Banques centrales	2 356	2 040

Note 3 : Instruments dérivés de couverture

En millions d'euros	06/2019		12/2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	4	20	21	14
Instruments dérivés de taux	1	9	2	4
Instruments dérivés de change	3	11	19	10
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	200	92	102	68
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	188		89	6
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	12	92	13	62
Total des instruments dérivés (*)	204	112	123	82

(*) Dont entreprises liées

2

Les « Autres instruments dérivés » intègrent l'ajustement au titre de risque de crédit de -0,157 M€ au 30 juin 2019 se décomposant en un produit de +0,239M€ au titre de la DVA et une charge de -0,396M€ au titre de la CVA.

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2019	<i>Dt entreprises liées</i>
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	1 141			1 141	
Achats	1 125			1 125	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	16			16	
Emprunts	16			16	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	152	92		244	19
Emprunts	152	91		243	20
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	8 047	10 763	2 308	21 118	
Emprunteurs	8 047	10 763	2 308	21 118	

En millions d'euros	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2018	<i>Dt entreprises liées</i>
Couverture du risque de change					
<u>Opérations de change à terme</u>					
Ventes	1 489			1 489	
Achats	1 486			1 486	
<u>Opérations de change au comptant</u>					
Prêts	116			116	
Emprunts	116			116	
<u>Opérations de swap de devises</u>					
Prêts	297	80		377	37
Emprunts	290	80		370	40
Couverture du risque de taux					
<u>Opérations de swap de taux</u>					
Prêteurs	6 825	10 738	2 000	19 563	
Emprunteurs	6 825	10 738	2 000	19 563	

Note 4 : Actifs financiers

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 389	902
Effets publics et valeurs assimilées	1 093	617
Obligations et autres titres à revenus fixes	295	284
Participations dans les sociétés non consolidées	1	1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	171	166
Titres à revenus variables	16	16
Obligations et autres titres à revenus fixes	114	98
Participations dans les sociétés non consolidées	41	52
Total des actifs financiers (*)	1 560	1 068
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>42</i>	<i>53</i>

Note 5 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Créances à vue sur les établissements de crédit	1 069	916
Comptes ordinaires débiteurs	1 054	881
Prêts au jour le jour	15	35
Créances à terme sur les établissements de crédit	100	117
Comptes et prêts à terme en bucket 1	40	37
Comptes et prêts à terme en bucket 2	60	80
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	1 169	1 033
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>60</i>	<i>80</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 545 millions d'euros à fin juin 2019 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec les Banques Centrales figurent dans la rubrique « Caisse et Banques Centrales ».

Note 6 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Prêts et créances sur la clientèle	48 242	46 587
Opérations avec la clientèle	35 472	34 858
Opérations de location financière	12 770	11 729
Opérations de location opérationnelle	1 129	974
Total opérations avec la clientèle et assimilées	49 371	47 561

Au 30 juin 2019, 1 098 millions d'euros sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du Groupe Renault contre 791 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Au 30 juin 2019, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 473 millions d'euros contre 433 millions au 30 juin 2018.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe RCI Banque. Au 30 juin 2019, cette participation s'élève à 325 millions d'euros contre 339 millions d'euros au 30 juin 2018.

La valeur brute des encours restructurés, suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 120 millions d'euros et est dépréciée à hauteur de 43 millions d'euros au 30 juin 2019.

6.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Créances sur la clientèle	35 640	35 047
Affacturation saine	556	541
Affacturation dégradé depuis l'origination	35	37
Autres créances commerciales saines	7	2
Autres crédits sains à la clientèle	31 867	31 269
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	2 337	2 273
Comptes ordinaires débiteurs sains	397	484
Créances en défaut	441	441
Créances rattachées sur clientèle	89	83
Autres crédits à la clientèle en non défaut	43	42
Comptes ordinaires débiteurs en non défaut	43	37
Créances en défaut	3	4
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	378	323
Étalement des frais de dossiers et divers	(50)	(52)
Étalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(561)	(549)
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	989	924
Dépréciation des créances sur la clientèle	(635)	(595)
Dépréciation sur créances saines	(135)	(125)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(126)	(113)
Dépréciation des créances en défaut	(294)	(281)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(80)	(76)
Total net des créances sur la clientèle	35 472	34 858

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par l'alliance Renault-Nissan.

6.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Créances sur opérations de location financière	12 955	11 917
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	11 379	10 292
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 405	1 455
Créances en défaut	171	170
Créances rattachées sur opérations de location financière	11	10
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	10	9
Créances en défaut	1	1
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(2)	(16)
Etalement des frais de dossiers et divers	67	(4)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(324)	(234)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	255	222
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(194)	(182)
Dépréciation sur créances saines	(38)	(39)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(53)	(50)
Dépréciation des créances en défaut	(102)	(92)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(1)	(1)
Total net des créances sur opérations de location financière	12 770	11 729

6.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Immobilisations données en location	1 147	991
Valeur brute des immobilisations données en location	1 473	1 284
Amortissements sur immobilisations données en location	(326)	(293)
Créances sur opérations de location opérationnelle	15	12
Créances saines et dégradées depuis l'origine	10	7
Créances en défaut	7	7
Produits et charges restant à étaler	(2)	(2)
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(33)	(29)
Dépréciation des créances saines ou dégradées depuis l'origine	(1)	(1)
Dépréciation des créances en défaut	(4)	(5)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(28)	(23)
Total net des opérations de location opérationnelle (*)	1 129	974
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>

Note 7 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2019
Valeur brute	38 682	10 951	600	50 233
Créances saines	34 760	10 468	598	45 826
Créances dégradées depuis l'origination	3 376	408		3 784
Créances en défaut	546	75	2	623
<i>% des créances en défaut sur le total des créances</i>	<i>1,41%</i>	<i>0,68%</i>	<i>0,33%</i>	<i>1,24%</i>
Dépréciation	(732)	(117)	(13)	(862)
Dépréciation créances saines	(201)	(70)	(12)	(283)
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(167)	(12)		(179)
Dépréciation créances en défaut	(364)	(35)	(1)	(400)
Total des valeurs nettes (*)	37 950	10 834	587	49 371

(*) *Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)* 24 1 098 415 1 537

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2018
Valeur brute	36 736	10 998	633	48 367
Créances saines	32 873	10 470	631	43 974
Créances dégradées depuis l'origination	3 325	445		3 770
Créances en défaut	538	83	2	623
<i>% des créances en défaut sur le total des créances</i>	<i>1,46%</i>	<i>0,75%</i>	<i>0,32%</i>	<i>1,29%</i>
Dépréciation	(693)	(111)	(2)	(806)
Dépréciation créances saines	(194)	(70)	(1)	(265)
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(153)	(10)		(163)
Dépréciation créances en défaut	(346)	(31)	(1)	(378)
Total des valeurs nettes (*)	36 043	10 887	631	47 561

(*) *Dt entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)* 19 791 436 1 246

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault.

Note 8 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Créances d'impôts et taxes fiscales	456	379
Actifs d'impôts courants	17	26
Actifs d'impôts différés	165	145
Créances fiscales hors impôts courants	274	208
Comptes de régularisation et actifs divers	1 175	953
Créances sociales	1	
Autres débiteurs divers	391	377
Comptes de régularisation actif	79	55
Autres actifs	1	
Valeurs reçues à l'encaissement	508	319
Part des réassureurs dans les provisions techniques	195	202
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	1 631	1 332
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	188	225

Note 9 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**9.1 - Banques centrales**

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Comptes et emprunts à terme	2 500	2 500
Total Banques centrales	2 500	2 500

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 30 juin 2019 à 6 173 M€, soit 5 248 M€ en titres des véhicules de titrisations, 767 M€ en créances privées et 159 M€ en titres obligataires éligibles.

9.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Dettes à vue envers les établissements de crédit	236	142
Comptes ordinaires créditeurs	27	21
Emprunts au jour le jour	46	
Autres sommes dues	163	121
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 409	2 289
Comptes et emprunts à terme	2 336	2 217
Dettes rattachées	73	72
Total des dettes envers les établissements de crédit	2 645	2 431

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

9.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Comptes créditeurs de la clientèle	17 575	16 686
Comptes ordinaires créditeurs	189	134
Comptes créditeurs à terme	700	710
Comptes d'épargne - Livrets ordinaires	12 570	12 103
Dépôts à terme de la clientèle	4 116	3 739
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	103	95
Autres sommes dues à la clientèle	64	67
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	7	7
Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires	15	17
Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle	17	4
Total des dettes envers la clientèle (*)	17 678	16 781

(*) Dont entreprises liées

766

748

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque par le constructeur Renault pour un montant de 700 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Group.

RCI Banque a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, juin 2015 au Royaume-Uni et en mars 2019 au Brésil, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme.

9.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Titres de créances négociables (1)	1 368	1 826
Certificats de dépôt	1 331	1 659
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	18	84
BMTN et assimilés		65
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	19	18
Autres dettes représentées par un titre (2)	3 518	2 780
Autres dettes représentées par un titre	3 516	2 778
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	2	2
Emprunts obligataires et assimilés	20 108	18 903
Emprunts obligataires	20 003	18 804
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	105	99
Total des dettes représentées par un titre (*)	24 994	23 509
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>128</i>	<i>95</i>

- (1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Banco RCI Brasil S.A., RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento et Diac S.A.
- (2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), britannique (RCI Financial Services Ltd), brésilienne (Banco RCI Brasil S.A. et Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.), française (Diac S.A.), et italienne (RCI Banque Succursale Italiana).

Note 10 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Dettes d'impôts et taxes fiscales	673	620
Passifs d'impôts courants	164	124
Passifs d'impôts différés	492	472
Dettes fiscales hors impôts courants	17	24
Comptes de régularisation et passifs divers	1 711	1 543
Dettes sociales	50	53
Autres créditeurs divers	858	679
Comptes de régularisation passif	482	461
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	306	342
Comptes d'encaissement	15	8
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	2 384	2 163
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>111</i>	<i>78</i>

Les autres créditeurs divers intègrent les dettes locatives IFRS 16 pour 53 millions d'euros à fin juin 2019. (cf partie règles et méthodes comptables)

Note 11 : Provisions

En millions d'euros	12/2018	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2019
			Utilisées	Non Utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	496	158	(16)	(123)	(1)	514
Provisions sur engagement par signature	5			(1)		4
Provisions pour risques de litiges	10	2		(2)		10
Provisions techniques des contrats d'assurance	460	153	(16)	(116)		481
Autres provisions	21	3		(4)	(1)	19
Provisions sur opérations non bancaires	112	5	(3)	(1)	10	123
Provisions pour engagements de retraite et ass.	49	3	(2)		8	58
Provisions pour restructurations	11					11
Provisions pour risques fiscaux et litiges	48	2	(1)	(1)	1	49
Autres provisions	4				1	5
Total des provisions	608	163	(19)	(124)	9	637

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque ou des sociétés du groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions sur opérations bancaires sont principalement constituées de la provision technique d'assurance correspondant aux engagements des captives d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats. La provision technique d'assurance s'élève à 481 M€ à fin juin 2019.

Le 9 janvier 2019, l'Autorité de la Concurrence Italienne (« Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato ») a prononcé à l'encontre de RCI Banque une amende de 125 millions d'Euros, Renault SA étant conjointement tenue au paiement de cette amende. Le Groupe conteste le fondement de cette amende et va faire appel de cette décision. Nous estimons que la probabilité que cette décision soit annulée ou réformée sur le fond devant les tribunaux est forte. Il n'est par ailleurs pas possible, du fait du grand nombre de variables ayant une incidence sur la quantification de la sanction éventuelle, d'estimer de façon fiable le montant qui pourrait devoir être payé à l'issue de cette procédure. Aucune provision n'a par conséquent été comptabilisée au 31 décembre 2018. Notre demande de suspension du paiement a été acceptée en date du 3 avril sous réserve de la mise en place d'une garantie bancaire qui a été accordée. La prochaine audience avec le tribunal est planifiée pour le 26 février 2020.

Note 12 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2018	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2019
			Utilisées	Non Utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	806	189	(105)	(35)	7	862
Opérations avec la clientèle	806	189	(105)	(35)	7	862
Provisions sur opérations non bancaires	8	1	(1)	(1)	1	8
Provisions sur engagement par signature	5			(1)		4
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	3	1	(1)		1	4
Provisions sur opérations bancaires	10	2		(2)		10
Provisions pour risques de litiges	10	2		(2)		10
Total couverture des risques de contreparties	824	192	(106)	(38)	8	880

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

Note 13 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Titres participatifs	13	13
Total des dettes subordonnées	13	13

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par Diac SA comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du sous-groupe Diac de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100% et 130% du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6.5%.

Note 14 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2019
Actifs financiers	13 529	16 203	22 995	804	53 531
Caisse et Banques centrales	2 329	12	15		2 356
Instruments dérivés	2	9	100	93	204
Actifs financiers	455	455	478	172	1 560
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 109	60			1 169
Prêts et créances sur la clientèle	9 634	15 667	22 402	539	48 242
Passifs financiers	15 874	6 774	19 719	5 575	47 942
Banques centrales		1 000	1 500		2 500
Instruments dérivés	19	25	68		112
Dettes envers les établissements de crédit	716	710	1 219		2 645
Dettes envers la clientèle	13 492	1 775	1 711	700	17 678
Dettes représentées par un titre	1 647	3 264	15 221	4 862	24 994
Dettes subordonnées				13	13

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2018
Actifs financiers	13 079	14 915	22 160	697	50 851
Caisse et Banques centrales	2 018		22		2 040
Instruments dérivés	18	9	57	39	123
Actifs financiers	176	141	584	167	1 068
Prêts et créances sur les établissements de crédit	973	60			1 033
Prêts et créances sur la clientèle	9 894	14 705	21 497	491	46 587
Passifs financiers	15 736	6 190	19 605	3 785	45 316
Banques centrales			2 500		2 500
Instruments dérivés	12	38	32		82
Dettes envers les établissements de crédit	628	542	1 261		2 431
Dettes envers la clientèle	13 270	1 409	1 402	700	16 781
Dettes représentées par un titre	1 826	4 201	14 410	3 072	23 509
Dettes subordonnées				13	13

Les emprunts Banque Centrale correspondent aux opérations de financement à Long terme (TLTRO) qui ont été introduites fin 2014 et progressivement utilisées par RCI Banque.

**Note 15 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13)
et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur**

En millions d'euros - 30/06/2019	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	53 531	1 518	3 729	48 208	53 455	(76)
Caisse et Banques centrales	2 356		2 356		2 356	
Instruments dérivés	204		204		204	
Actifs financiers	1 560	1 518		42	1 560	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 169		1 169		1 169	
Prêts et créances sur la clientèle	48 242			48 166	48 166	(76)
Passifs financiers	47 942	13	48 220		48 233	(291)
Banques centrales	2 500		2 433		2 433	67
Instruments dérivés	112		112		112	
Dettes envers les établissements de crédit	2 645		2 739		2 739	(94)
Dettes envers la clientèle	17 678		17 678		17 678	
Dettes représentées par un titre	24 994		25 258		25 258	(264)
Dettes subordonnées	13	13			13	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

En millions d'euros - 31/12/2018	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	50 851	1 015	3 196	46 399	50 610	(241)
Caisse et Banques centrales	2 040		2 040		2 040	
Instruments dérivés	123		123		123	
Actifs financiers	1 068	1 015		53	1 068	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 033		1 033		1 033	
Prêts et créances sur la clientèle	46 587			46 346	46 346	(241)
Passifs financiers	45 316	13	44 740		44 753	563
Banques centrales	2 500		2 413		2 413	87
Instruments dérivés	82		82		82	
Dettes envers les établissements de crédit	2 431		2 398		2 398	33
Dettes envers la clientèle	16 781		16 781		16 781	
Dettes représentées par un titre	23 509		23 066		23 066	443
Dettes subordonnées	13	13			13	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si RCI Banque ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :**• Actifs financiers**

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par RCI Banque au 31 décembre 2018 et au 30 juin 2019 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

• Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2018 et au 30 juin 2019.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

• Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à RCI Banque au 31 décembre 2018 et au 30 juin 2019 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 16 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe RCI Banque négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe RCI Banque ne dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'événement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2019	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	1 639		1 639	53	878		708
Dérivés	204		204	53			151
Créances de financements Réseau (1)	1 435		1 435		878		557
Passifs	112		112	53			59
Dérivés	112		112	53			59

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 969 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 694 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 9.3) et pour 466 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 185 M€ par nantissement des *letras de cambio* souscrites par les concessionnaires.

En millions d'euros - 31/12/2018	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	1 207		1 207	31	828		348
Dérivés	123		123	31			92
Créances de financements Réseau (1)	1 084		1 084		828		256
Passifs	82		82	31			51
Dérivés	82		82	31			51

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 659 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 654 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 9.3) et pour 425 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil S.A., dont les expositions sont couvertes à hauteur de 174 M€ par nantissement des *letras de cambio* souscrites par les concessionnaires.

Note 17 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Engagements de financement	2 776	2 362
Engagements en faveur de la clientèle	2 776	2 362
Engagements de garantie	83	75
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	79	71
Engagements d'ordre de la clientèle	4	4
Engagements sur titres	153	5
Autres titres à livrer	153	5
Autres engagements donnés	26	73
Engagements sur locations mobilières et immobilières	26	73
Total des engagements donnés (*)	3 038	2 515

(*) Dont entreprises liées

13

4

Note 18 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2019	12/2018
Engagements de financement	4 789	4 820
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 789	4 820
Engagements de garantie	15 664	14 138
Engagements reçus d'établissements de crédit	380	257
Engagements reçus de la clientèle	6 485	6 151
Engagements de reprise reçus	8 799	7 730
Autres engagements reçus	11	20
Autres engagements reçus	11	20
Total des engagements reçus (*)	20 464	18 978

(*) Dont entreprises liées

5 229

4 698

RCI Banque dispose au 30 juin 2019 de 4 464 millions d'euros de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions court et moyen termes et de 2 934 millions d'euros de titres de créances éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe RCI Banque mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 19 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2019	06/2018	12/2018
Intérêts et produits assimilés	1 475	1 371	2 751
Opérations avec les établissements de crédit	17	32	51
Opérations avec la clientèle	1 088	1 022	2 037
Opérations de location financière	326	286	591
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	35	26	61
Intérêts courus et échus des instruments financiers	9	5	11
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(375)	(316)	(656)
Opérations avec la clientèle	(302)	(259)	(534)
Opérations de location financière	(73)	(57)	(122)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	1 100	1 055	2 095
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	368	352	705

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 20 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2019	06/2018	12/2018
Opérations avec les établissements de crédit	(104)	(95)	(191)
Opérations avec la clientèle	(64)	(66)	(129)
Opérations de location financière	(1)		(1)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(26)	(24)	(47)
Charges sur dettes représentées par un titre	(176)	(160)	(316)
Autres intérêts et charges assimilées	(9)	(10)	(18)
Total des intérêts et charges assimilées (*)	(380)	(355)	(702)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	(2)	(3)	(6)

Note 21 : Commissions

En millions d'euros	06/2019	06/2018	12/2018
Produits sur commissions	301	273	545
Commissions	9	7	15
Frais de dossiers	11	11	22
Commissions sur activités de services	41	35	72
Commissions de courtage d'assurance	33	33	64
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	113	95	195
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	63	61	119
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	31	31	58
Charges sur commissions	(113)	(103)	(213)
Commissions	(11)	(10)	(20)
Commissions sur les activités de services	(29)	(25)	(55)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(13)	(12)	(24)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(42)	(35)	(72)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(18)	(21)	(42)
Total des commissions nettes (*)	188	170	332
	6	6	13

(*) Dont entreprises liées

Pour des raisons de meilleure lisibilité des états financiers, un reclassement de présentation a été réalisé pour les commissions tirées des contrats de financement, activités de services et courtage en assurance, des autres produits et charges d'activité.

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 22 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2019	06/2018	12/2018
Autres produits d'exploitation bancaire	476	469	950
Produits des activités d'assurance	238	223	451
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	123	131	271
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	4	12	27
Opérations de location opérationnelle	103	95	193
Autres produits d'exploitation bancaire	12	20	35
dont reprise de provisions pour risques bancaires	4	2	10
Autres charges d'exploitation bancaire	(355)	(355)	(725)
Coûts des activités d'assurance	(98)	(97)	(187)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(130)	(139)	(280)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(13)	(12)	(25)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(47)	(47)	(92)
Opérations de location opérationnelle	(71)	(64)	(133)
Autres charges d'exploitation bancaire	(9)	(8)	(33)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(4)	(1)	(16)
Autres produits et charges d'exploitation	(1)		11
Autres produits d'exploitation	7	8	27
Autres charges d'exploitation	(8)	(8)	(16)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	120	114	236
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(4)</i>	<i>(4)</i>	<i>(9)</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 21.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Note 23 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	06/2019	06/2018	12/2018
Frais de personnel	(149)	(139)	(295)
Rémunération du personnel	(99)	(95)	(190)
Charges de retraites et assimilées	(10)	(9)	(16)
Autres charges sociales	(34)	(32)	(66)
Autres charges de personnel	(6)	(3)	(23)
Autres frais administratifs	(159)	(153)	(270)
Impôts et taxes hors IS	(38)	(39)	(43)
Loyers	(4)	(5)	(11)
Autres frais administratifs	(117)	(109)	(216)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(308)	(292)	(565)
	(1)	2	(2)

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration, aux dotations et reprises sur Compte Epargne Temps (CET) et pour risques liés au personnel.

Note 24 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2019	06/2018	12/2018
Coût du risque sur financement clientèle	(77)	(82)	(172)
Dotations pour dépréciation	(143)	(239)	(398)
Reprises de dépréciation	112	204	308
Pertes sur créances irrécouvrables	(64)	(63)	(114)
Récupérations sur créances amorties	18	16	32
Coût du risque sur financement des Réseaux	(6)	9	34
Dotations pour dépréciation	(33)	(59)	(83)
Reprises de dépréciation	26	68	117
Pertes sur créances irrécouvrables		(1)	(1)
Récupérations sur créances amorties	1	1	1
Coût du risque sur autres activités	(10)	(7)	(7)
Variation des dépréciations des autres créances	(10)	(3)	(5)
Autres corrections de valeurs		(4)	(2)
Total du coût du risque (*)	(93)	(80)	(145)
	(10)		(1)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 25 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2019	06/2018	12/2018
Impôts exigibles	(170)	(152)	(283)
Impôts courants sur les bénéfices	(170)	(152)	(283)
Impôts différés	(10)	(19)	(50)
Impôts différés	(10)	(19)	(51)
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs			1
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(180)	(171)	(333)

Le taux effectif d'impôts du groupe s'établit à 29,60% au 30 juin 2019 contre 27,66% au 30 juin 2018 et 27,27% au 31 déc

Le montant de la CVAE classé en impôts courants sur les bénéfices s'élève à -2 M€.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Depuis 2016, le taux effectif d'impôt du groupe intègre l'effet de la baisse du taux d'IS prévu dans la loi finance française. A fin juin 2019, cet impact a généré une charge d'impôts différés de -15 M€.

Note 26 : Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 30 juin 2019 n'est intervenu entre la date de clôture et le 23 juillet 2019, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.